

9 FR

Une histoire écologique du capitalisme et l'alternative écosocialiste - Daniel Tanuro

1. Daniel Tanuro - *Fondements d'une stratégie écosocialiste*
2. Daniel Tanuro - *Les phases de développement de la crise écologique capitaliste*



International Institute for Research and Education - Amsterdam
24th Novembre – 15th Decembre 2013

Fondements d'une stratégie écosocialiste

Contrairement à ce que suggère la fausse mais très populaire métaphore de l'île de Pâques proposée par Jared Diamond [1], les dégradations environnementales que nous observons aujourd'hui ne sont en rien comparables à celles qui ont pu se produire à d'autres périodes historiques. Les différences sont non seulement quantitatives (la gravité et la globalisation des problèmes écologiques), mais aussi et surtout qualitatives : alors que toutes les crises environnementales du passé découlaient des tendances sociales à la sous-production chronique, donc de la crainte de la pénurie, les problèmes actuels trouvent au contraire leur origine dans la tendance inverse à la surproduction et à la surconsommation, qui est spécifique à la production généralisée de marchandises. Par conséquent, l'expression « crise écologique » est impropre. Ce n'est pas la nature qui est en crise, mais la relation historiquement déterminée entre l'humanité et son environnement. Cette crise n'est pas due aux caractéristiques intrinsèques de l'espèce humaine mais au mode de production devenu dominant il y a deux siècles environ – le capitalisme – et aux modes de consommation et de mobilité qui en découlent. Les atteintes graves aux écosystèmes (changements climatiques, pollution chimique, déclin rapide de la biodiversité, dégradation des sols, destruction de la forêt tropicale, etc.) constituent une dimension de la crise systémique globale. Ensemble, elles expriment l'incompatibilité entre le capitalisme et le respect des limites naturelles.

Productivisme sans limites

La raison fondamentale de cette incompatibilité est simple : sous le fouet de la concurrence, tout propriétaire de capitaux cherche en permanence à remplacer du travail vivant par du travail mort, autrement dit des travailleurs par des machines plus productives, car celles-ci lui procurent un surprofit en plus du profit moyen. Il va de soi que cette opération n'aurait pas de sens pour le capitaliste si elle ne s'accompagnait pas d'une tentative d'élimination de ses concurrents les plus faibles, par l'augmentation de la masse de marchandises mises sur le marché à bas prix. L'innovation, dans ce mode de production, n'est pas au service de l'allègement de la charge de travail mais de l'accumulation incessante du capital. Dès lors, sa recherche constante de nouveaux champs de valorisation amène celui-ci à produire une quantité sans cesse croissante de marchandises inutiles et nuisibles, dont la plus-value, pour être réalisée, implique que soient constamment créés des débouchés et des besoins, de plus en plus artificiels. Le « productivisme » – produire pour produire – implique obligatoirement « consommer pour consommer » et fait partie du code génétique de ce mode de production, au même titre que le fétichisme de la marchandise. « Le capitalisme, non seulement n'est jamais stationnaire, mais ne pourrait jamais le devenir », disait Schumpeter [2]. En effet, pour qu'un capitalisme puisse être stationnaire, il faudrait abolir la concurrence entre les capitaux nombreux qui composent le Capital, ce qui est évidemment absurde.

Oui mais, objectera-t-on, si l'efficacité dans l'utilisation des ressources augmentait plus vite que la masse de marchandises produites, la reproduction élargie du capital ne s'accompagnerait pas d'une ponction accrue sur les ressources naturelles. Le capitalisme serait alors soutenable écologiquement. En effet. C'est la thèse du découplage entre la croissance du PIB et l'empreinte écologique. Elle est illustrée par la courbe en cloche dite « de Kuznets », selon laquelle l'impact environnemental d'une société donnée augmenterait jusqu'à un pic, puis diminuerait en fonction de sa richesse, donc du développement de ses forces productives. Il est vrai que, de tous les modes de production qui ont existé dans l'histoire, le capitalisme est celui qui a augmenté le plus spectaculairement la productivité du travail, donc aussi l'efficacité dans l'utilisation des ressources. Il en est ainsi parce que la quête du surprofit qui pousse à la mécanisation favorise en même temps une économie croissante dans

l'utilisation des richesses naturelles. Pourtant, ce constat ne remet pas en cause la nature écocidaire du système, et la courbe de Kuznets est fautive. En effet, d'une part, la hausse de l'efficacité est forcément une asymptote, pas une fonction linéaire de l'augmentation du capital fixe – sans quoi on aboutirait à la conclusion que le mouvement perpétuel est possible, puisque, à la limite, un travail pourrait être effectué sans déperdition d'énergie (cette erreur grossière a été commise par les experts qui ont évalué la part de la consommation européenne d'électricité possiblement couverte par le projet Desertec d'exploitation du rayonnement solaire dans le Sahara) [3]. D'autre part, on constate empiriquement que l'augmentation du volume de la production fait plus que compenser la hausse de l'efficacité, qui n'est donc que relative. Le cas de l'automobile est frappant : la sobriété des moteurs augmente, mais les besoins globaux en hydrocarbures et les émissions de gaz à effet de serre des transports explosent, par suite du nombre sans cesse croissant de véhicules. Boulimique, la croissance capitaliste implique inévitablement une consommation croissante de ressources, inconciliable avec la finitude de celles-ci ainsi qu'avec leurs rythmes de renouvellement.

Face à la multiplication angoissante de problèmes écologiques graves, nous sommes amenés à nous interroger : quelles sont les limites théoriques de la croissance capitaliste, et par conséquent de la dégradation capitaliste de l'environnement ? Répondre implique de bien saisir que le capital n'est pas une chose : c'est un rapport social d'exploitation, dont le développement fut rendu historiquement possible du fait de l'appropriation préalable des ressources naturelles (terre, eau, forêts...) par les classes dominantes, au nom du profit. Cette appropriation entraîna ensuite celle de la force de travail, transformée en marchandise salariée. Pillage des ressources et exploitation du travail – quand celle-ci est considérée du point de vue social – sont donc les deux faces d'une même médaille. Mais, en laissant de côté sa composante sociale (la coopération et ses formes), la force de travail humaine peut aussi être considérée sous l'angle thermodynamique, comme une ressource naturelle parmi d'autres (le corps humain est un convertisseur énergétique). Dans ce cas, pillage et exploitation ne sont en fait qu'un seul et même processus de destruction, et le surtravail peut être décrit comme une quantité d'énergie accaparée par le patronat. Ceci étant posé, on peut répondre à la question sur les limites théoriques du capital. D'une part, l'expropriation des producteurs et productrices directs, leur aliénation d'avec la terre nourricière, a créé une classe sociale dont l'unique moyen de subsistance est la vente de sa force de travail contre un salaire. D'autre part, le travailleur ou la travailleuse embauchéE comme salariéE trouve tout prêts, mis à sa disposition par l'employeur, les éléments nécessaires à son activité productive – outils, bâtiments et énergie – qui proviennent, directement ou indirectement, de ressources prélevées dans la nature par le travail ou transformées par lui. Dans ce contexte, et tenant compte du fait que la hausse de l'efficacité n'est que relative, il va de soi que la quête incessante du surprofit par le productivisme capitaliste pèse à la fois sur les fractions variable et constante du capital, de sorte que celui-ci doit fatalement consommer une quantité absolue toujours plus grande de force de travail et de ressources naturelles, et ce bien qu'il favorise leur économie relative. La formule énigmatique de Marx disant que le capital n'a d'autre limite que le capital lui-même s'éclaire ainsi : elle signifie tout simplement que ce mode de production ne s'arrêtera de lui-même qu'après avoir épuisé les deux seules sources de « toute richesse : la terre et le travailleur » [4].

Cette conclusion laisse si peu de place à l'optimisme que certains s'accrochent à tout prix à l'idée qu'un mécanisme endogène non encore identifié pourrait bloquer le système avant qu'il n'ait atteint cette limite théorique. Il faut pourtant se résigner à constater qu'il n'existe et ne peut exister rien de ce genre. La raison, encore une fois, est simple et renvoie aux lois fondamentales du capitalisme : ce mode basé exclusivement sur la loi de la valeur-travail a pour seul but la production de valeurs d'échange, et non de valeurs d'usage. Or, la valeur étant déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à la production, il est évident que le capital ne dispose d'aucun moyen lui permettant de prendre spontanément en compte l'état des richesses que la nature met gratuitement à disposition de l'humanité.

Symbole et essence de la valeur, la forme argent, par son abstraction même et du fait du renversement complet de perspective qu'elle engendre (l'argent semble donner leur valeur aux marchandises, alors que ce sont les marchandises qui donnent sa valeur à l'argent) crée l'illusion qu'une accumulation matérielle illimitée serait possible. Il convient de préciser que le capital, bien qu'il compte et mesure tout, est non seulement incapable de prendre les richesses naturelles en compte qualitativement, mais aussi quantitativement, comme le montre l'insouciance légère avec laquelle il détruit irréversiblement des stocks de nombreuses ressources, en dépit des avertissements de toutes sortes. Cette folie a même trouvé ses théoriciens, en la personne des ultralibéraux qui défendent, contre toute évidence, la thèse absurde de la substituabilité intégrale des ressources naturelles par des produits de l'activité humaine...

Une réponse politique ?

Certes, DES capitaux s'investissent massivement dans le secteur vert de l'économie, car les profits y sont attractifs, notamment grâce aux subsides publics. Mais LE « capitalisme vert », en tant que tel, est un oxymore. La seule question digne d'intérêt consiste à se demander dans quelle mesure l'aveuglement écologique du mode de production marchand pourrait être compensé par des mesures politiques, exogènes à la sphère économique proprement dite. Au vu de ce qui a été dit plus haut, la réponse est évidente : l'efficacité des politiques écologiques dépend entièrement de la détermination avec laquelle celles et ceux qui les prônent osent contester la liberté du capital, donc construire le rapport de forces social nécessaire à leur imposition (ce qui implique à son tour de lier la solution de la question écologique aux combats des exploité.e.s : la lutte contre le chômage, la misère, l'inégalité sociale, les discriminations et la dégradation des conditions de travail). Et c'est ici que le bât blesse. Tim Jackson, par exemple, est probablement un des auteurs non marxistes qui appréhende le mieux la logique productiviste capitaliste comme la cause fondamentale des dégradations environnementales. Dans *Prospérité sans croissance*, tournant le dos aux explications superficielles, il écrit pertinemment que « cette société qui balance tout à la poubelle n'est pas tant une conséquence de la glotonnerie des consommateurs qu'une condition de survie du système », car celui-ci a besoin de « vendre plus de biens, d'innover en permanence » [5]. Mais Jackson esquive la conclusion à tirer de sa propre analyse : plutôt que de contester le mode de production, il dévie malgré tout dans la mise en cause d'un « désir de nouveauté et de consommation » qui relèverait, selon lui, de la nature humaine. Du coup, la montagne accouche d'une souris :

- Sur le versant écologique, *Prospérité sans croissance* plaide pour que le pouvoir politique fixe des limites sévères à l'utilisation des ressources, en fonction des seules contraintes environnementales. C'est effectivement ce qu'il conviendrait de faire... Toutefois, on ne peut, sous peine d'impuissance, feindre d'ignorer, comme Jackson, que le monde des affaires s'oppose avec succès à toute régulation environnementale drastique, même dans les cas où la nécessité de celle-ci est la moins contestée ;
- Sur le plan social, Jackson a le mérite de plaider pour la réduction du temps de travail, mais cette mesure est subordonnée chez lui au maintien de la compétitivité des entreprises, de sorte qu'elle n'est pas chiffrée. Pour lui, la réduction du temps de travail est en fait une forme de flexibilité, pas une réponse collective immédiate au chômage, ni un outil pour la redistribution de la richesse produite (par le maintien des salaires). Il ne l'envisage d'ailleurs qu'en dernier recours, au cas où la conversion des économistes à un nouveau « modèle macroéconomique » ne suffirait pas à « déplacer simplement le point focal de l'activité économique du secteur productif de valeur vers des services dématérialisés » [6].

D'une manière générale, toutes les propositions mises en avant pour corriger politiquement la nature écocide du capital butent sur les mêmes obstacles : la logique du profit et la nature de classe des institutions [7].

Mirage de l'internalisation

Einstein aurait dit un jour : « On ne peut pas résoudre un problème avec le type de pensée qui a conduit au problème ». Ce théorème s'applique parfaitement à l'idée que le capitalisme pourrait s'engager sur la voie de la soutenabilité si des instances politiques attribuaient un prix aux ressources naturelles. Puisque la crise écologique est une conséquence de la production généralisée de marchandises, ce n'est pas en « marchandisant » l'eau, l'air, le carbone, les gènes ou toute autre richesse naturelle que la destruction de l'environnement pourra être arrêtée. Non seulement cette « internalisation des externalités » ne nous rapproche pas d'une solution, mais elle nous en éloigne au contraire. En effet, il va de soi que la transformation des richesses naturelles en marchandises implique leur appropriation par le capital. Dès lors, l'affaire est entendue car celui-ci, en les soumettant à la loi de la valeur-travail, tend à les soustraire du même coup à tout critère de gestion autre que le profit. De toute manière, indépendamment de ces considérations, et plus fondamentalement encore, les tentatives de donner un prix aux richesses naturelles se heurtent à une difficulté théorique insurmontable : comment évaluer en termes monétaires des biens dont la production n'est pas mesurable en heures de travail, qui n'ont donc pas de valeur, et dont la destruction est, de plus, différée dans le temps ? Pour toute réponse à ce casse-tête, les économistes libéraux se chamaillent sur le taux d'actualisation et interrogent la disponibilité des consommateurs à payer pour l'environnement, ou à en accepter la dégradation. Le prix des richesses naturelles varie alors selon que les personnes interrogées sont riches ou misérables... Poussée à la limite, cette méthode révèle clairement son absurdité : quelle valeur marchande conviendrait-il de donner au rayonnement solaire, sachant que la vie sur Terre en dépend ?

L'impasse du calcul marchand apparaît clairement dans la proposition d'une taxe carbone pour rendre les énergies fossiles plus chères que les renouvelables et réduire par conséquent les émissions de gaz carbonique. Comme on le sait, pour avoir une chance raisonnable de ne pas trop dépasser 2 °C de hausse de la température par rapport à la période préindustrielle, il convient que ces émissions diminuent d'ici 2050 de 80 à 95 % dans les pays capitalistes développés, et de 50 à 85 % au niveau mondial, le point d'inflexion devant se situer au plus tard en 2015 [8]. Ces fourchettes de chiffres, dont il serait prudent de viser la partie supérieure, impliquent d'abandonner les énergies fossiles en deux générations, alors que celles-ci couvrent 80 % de nos besoins énergétiques (et que l'or noir est la matière première de l'industrie pétrochimique). En fait, l'ampleur des réductions à réaliser dans l'urgence et l'importance de la différence de coût entre fossiles et renouvelables sont telles que même une taxe de 600 dollars la tonne ne suffirait pas (elle permettrait seulement de réduire les émissions globales de moitié d'ici 2050, selon l'Agence internationale de l'énergie) [9]. Sachant que la combustion de mille litres de gazole produit 2,7 tonnes de CO₂, on comprend qu'une telle mesure serait socialement inapplicable dans les faits : les employeurs ne pourraient s'y résigner que si elle était intégralement transférée sur les consommateurs finaux, tandis que la majorité de la population, excédée par l'austérité qui sévit depuis trente ans, s'opposera évidemment à une telle détérioration de ses conditions d'existence.

C'est pourquoi, en pratique, et en dépit de toutes les théories sophistiquées des ecological economics, les propositions politiques d'internalisation des coûts des pollutions sont à la fois insuffisantes écologiquement et insupportables socialement. À supposer que les obstacles théoriques et pratiques

puissent être levés, l'efficacité de l'internalisation resterait d'ailleurs aléatoire, parce que le prix est un indicateur purement quantitatif, incapable de saisir les différences qualitatives entre les tonnes de CO2 évitées par des moyens aussi différents que l'isolement d'une habitation, l'installation de panneaux photovoltaïques, une plantation d'arbres, ou la suppression d'un grand prix de Formule Un. Quantitativement, rien ne distingue en effet une tonne de CO2 d'une autre. Or, les différences qualitatives sont décisives à l'élaboration de stratégies écologiques adéquates, dans lesquelles les moyens mis en œuvre sont cohérents avec la fin – le passage sans casse sociale à un système énergétique économe et décentralisé, basé uniquement sur les sources renouvelables.

Gestion rationnelle du métabolisme et lutte des classes

Le caractère écocidaire du capital s'est concrétisé dès les débuts de ce mode de production. Au XIXe siècle, le fondateur de la chimie des sols, Liebig, tirait déjà la sonnette d'alarme : du fait de l'urbanisation capitaliste, les excréments humains ne retournaient plus au champ, et cette rupture du cycle des nutriments menaçait de causer un grave appauvrissement des sols. Au fait de ces travaux, Marx hissa la problématique sur le plan conceptuel en posant la nécessité générale d'une « régulation rationnelle des échanges de matières (ou métabolisme) entre l'humanité et la nature » [10]. Ensuite, armé de ce concept écologique avant la lettre, il revint à la question des sols pour mettre en avant une perspective programmatique radicale : l'abolition de la séparation entre la ville et la campagne, complément indispensable à ses yeux de la disparition progressive de la séparation entre travail manuel et intellectuel. Il convient d'y insister : l'expression « gestion rationnelle » ne doit pas prêter à confusion. La nature, pour Marx, est « le corps inorganique de l'homme ». Le bon métabolisme de l'ensemble ne passe pas par une bureaucratie de technocrates verts mais par la suppression des classes sociales. En effet, la division de la société rend impossible toute maîtrise consciente et organisée des échanges de matières avec l'environnement. Non seulement parce que la course au profit pousse les patrons à piller les ressources naturelles, mais aussi parce que leur appropriation capitaliste fait que les ressources se dressent face aux exploités comme des forces hostiles dont ils et elles sont aliéné.e.s. Ajoutons à cela que la concurrence entre salarié.e.s et la peur du chômage incitent chacun.e individuellement à souhaiter la bonne marche de « son » entreprise, et à collaborer ainsi involontairement au productivisme. Enfin, à partir d'un certain niveau de développement du capital, la consommation de marchandises procure aux travailleurs et aux travailleuses un certain nombre de compensations misérables pour l'aliénation de la production. Tous ces mécanismes ne peuvent être rompus que par le développement toujours plus large de la solidarité de classe. C'est pourquoi, pour Marx, la gestion rationnelle du métabolisme humanité-nature ne peut être réalisée que par « les producteurs associés ». Et Marx de préciser que c'est en cela que réside « la seule liberté possible ».

Quoique Lénine y ait fait référence dans certaines prises de position politiques relatives à la question agraire [11], et que Boukharine en ait fait une présentation intelligente dans son précis sur le matérialisme historique [12], le concept marxien de régulation rationnelle des échanges de matière tomba ensuite dans l'oubli. Aucun penseur marxiste ne lui accorda l'importance qu'il mérite et, surtout, aucun d'entre eux ne vit l'intérêt de s'y référer lorsque la question écologique devint un problème de société, à partir des années 1960 du siècle passé. Ce n'est pas le lieu ici de s'interroger sur les raisons de cette solution de continuité dans le marxisme révolutionnaire [13]. On se contentera de mettre le lecteur en garde contre des interprétations simplistes : le stalinisme n'est pas seul en cause, bien qu'il ait signifié, dans ce domaine aussi, une terrible régression théorique [14]. On mettra plutôt l'accent sur le fait que « l'écologie de Marx » mérite de prendre d'urgence une place centrale dans la pensée théorique et l'élaboration programmatique des marxistes.

La problématique du réchauffement illustre cette nécessité. En effet, la saturation de l'atmosphère en CO₂, due principalement à la combustion des combustibles fossiles – c'est-à-dire à un court-circuit dans le cycle long du carbone – constitue un cas flagrant de gestion irrationnelle des échanges de matière, et cette irrationalité met l'humanité face à un terrible dilemme :

- d'un côté, trois milliards de gens vivent dans des conditions indignes. Satisfaire leurs besoins légitimes n'est possible qu'en augmentant la production matérielle. Donc la transformation de ressources prélevées dans l'environnement. Donc la consommation d'une énergie qui, aujourd'hui, est à 80 % d'origine fossile, c'est-à-dire source de gaz à effet de serre ;
- de l'autre côté, le système climatique est au bord de l'infarctus. Éviter des catastrophes irréversibles (dont les victimes se compteront principalement parmi les trois milliards de gens qui aspirent à une existence digne) impose de réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre. Donc la consommation des énergies fossiles nécessaires aujourd'hui à la transformation des ressources prélevées dans l'environnement. Donc la production matérielle.

Dans le court délai de 40 ans qui nous est imparti, selon le GIEC, et à moins d'une révolution scientifique extraordinaire dans le domaine énergétique, ce système d'équation ne peut tout simplement pas trouver de solution capitaliste acceptable. En effet, un système basé sur la concurrence pour le profit est strictement incapable de satisfaire massivement les besoins humains non solvables tout en réduisant durablement la consommation d'énergie ainsi que la production matérielle. Atteindre ces objectifs séparément est déjà incompatible avec la logique du capital, que dire alors de les atteindre conjointement ? L'impossibilité de la chose apparaît clairement à l'examen des scénarios climatiques proposés par les gouvernements et les institutions internationales. Le scénario Blue map de l'Agence internationale de l'énergie, par exemple, vise à réduire les émissions globales de 50 % d'ici 2050 [15]. D'une part, cet objectif est plus que probablement insuffisant ; d'autre part, il ne serait atteint que moyennant le recours massif à l'énergie nucléaire, aux agrocarburants et au soi-disant « charbon propre » (CCS) (sans parler du gaz de schiste et des sables bitumineux). Blue Map impliquerait de construire chaque année, pendant plus de quarante ans, 32 centrales nucléaires de 1 000 MW ainsi que 45 nouvelles centrales au charbon de 500 MW équipées de CCS. Inutile de s'attarder : la terrible catastrophe de Fukushima, au Japon, suffit à montrer l'aberration de tels projets.

Le choix stratégique est dès lors le suivant : • soit on sort du capitalisme en restreignant radicalement la sphère et le volume de la production capitaliste, et il est possible de limiter au maximum les dégâts du réchauffement tout en garantissant un développement humain de qualité, basé exclusivement sur les énergies renouvelables dans la perspective d'une société basée sur une autre économie du temps ;

- soit on reste dans la logique capitaliste d'accumulation, le dérèglement climatique restreint radicalement le droit à l'existence de centaines de millions d'êtres humains et les générations futures seront condamnées à essuyer les plâtres de la fuite en avant dans des technologies dangereuses.

On choisira évidemment la première solution, mais il convient d'insister sur le fait que la stricte contrainte environnementale soumet la transition au socialisme à des conditions inédites. L'ampleur du défi ne saurait être surestimée. Dans l'Union européenne, par exemple, réduire les émissions de 60 % (or il faudrait les réduire de 95 % !) sans recourir à l'atome nécessiterait de supprimer 40 % environ de la demande énergétique finale [16]. Il n'est pas facile de mesurer l'implication en cascade sur la production matérielle et les transports, mais il semble évident que l'objectif ne sera pas atteint simplement en éliminant les productions inutiles et nuisibles (armement, publicité, yachts de luxe et

avons privés, etc.) en luttant contre l'obsolescence planifiée des produits, ou en supprimant la consommation ostentatoire des couches les plus riches de la classe dominante... Des mesures plus radicales seront nécessaires, qui auront des effets sur l'ensemble de la population, au moins dans les pays capitalistes développés. En d'autres termes, la transition au socialisme doit se faire dans des conditions fort différentes de celles du XXe siècle.

Une indication est donnée par l'estimation de la part de l'agrobusiness dans le total des émissions de gaz à effet de serre. Selon la campagne « Ne mange pas le monde », en effet, de 44 à 57% des émissions de gaz à effet de serre sont dues au modèle actuel de production, de distribution et de consommation des produits agricoles et forestiers. Ce chiffre est obtenu en additionnant les émissions dues aux activités strictement agricoles (11 à 15%), à la déforestation (15 à 18%), à la manutention, au transport et au stockage des aliments (15 à 20%) et des résidus organiques (3 à 4%). [17] La lutte pour la stabilisation du climat au meilleur niveau possible ne saurait par conséquent se limiter à l'expropriation des expropriateurs-pollueurs-gaspilleurs : le changement des rapports de propriété ne constitue que la condition nécessaire – mais non suffisante – d'un changement social extrêmement profond, impliquant la modification substantielle de modes sociaux de consommation et de mobilité. Ces modifications – se déplacer autrement, manger moins de viande et consommer des légumes de saison, par exemple – doivent être mises en perspective dès maintenant, car il y a urgence et qu'elles ont des implications immédiates. Elles peuvent l'être, car elles mettent en œuvre des mécanismes culturels et idéologiques qui ont une certaine autonomie par rapport à la base productive de la société. Quoiqu'elles ne portent en elles aucun changement structurel, il convient de les considérer comme partie intégrante de l'alternative anticapitaliste. Dans la mesure où elles débouchent sur des pratiques collectives, elles peuvent favoriser la prise de conscience et l'organisation.

Une période nouvelle

Le Programme de Transition rédigé par Léon Trotsky en 1938 commence par l'affirmation que « la prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme », et conclut que « les prémisses objectives [...] ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe ». Certes, le fondateur de l'Armée rouge réfère en premier lieu au contexte historique : la victoire du fascisme et du nazisme, l'écrasement de la révolution espagnole et la guerre mondiale imminente. Son jugement sur la putréfaction des conditions objectives semble pourtant avoir une portée historique plus vaste. Ce thème réapparaîtra d'ailleurs sous la plume d'Ernest Mandel : « En fait, (à partir d'un certain niveau) la croissance des forces productives et la croissance des relations marchandes-monnaies peut écarter la société de son objectif socialiste au lieu de l'en rapprocher. » [18].

Citation remarquable, dont les implications stratégiques mériteraient d'être explorées. Car telle est en fait la situation sans précédent à laquelle nous sommes confrontés : au niveau des pays développés, le capitalisme est allé trop loin dans la croissance des forces productives matérielles, de sorte qu'une alternative socialiste digne ne passe plus par une avancée, mais par une forme de recul. (Nous parlons bien des forces matérielles, le développement des connaissances et de la coopération entre producteurs n'est évidemment pas en cause.) C'est cette conjoncture historique nouvelle qui s'exprime dans l'impérieuse nécessité de produire et de transporter moins, afin de consommer radicalement moins d'énergie et de supprimer totalement les émissions de CO2 fossile d'ici la fin du siècle.

Le fait que le développement des forces productives matérielles ait commencé à nous éloigner objectivement d'une alternative socialiste constitue le fait majeur qui fonde et justifie le concept nouveau d'écossocialisme. Loin de n'être qu'une nouvelle étiquette sur la bouteille, ce concept introduit au moins cinq nouveautés, que j'ai esquissées dans mon livre *L'impossible capitalisme vert*, et que je rappellerai brièvement ici [19] :

1° La notion de « maîtrise humaine sur la nature » doit être abandonnée. La complexité, les inconnues et le caractère évolutif de la biosphère impliquent un degré d'incertitude irréductible. L'intrication du social et de l'environnemental doit être pensée comme un processus en mouvement constant, comme une production de nature.

2° La définition classique du socialisme doit être complétée. Le seul socialisme possible désormais est celui qui satisfait les besoins humains réels (débarrassés de l'aliénation marchande), démocratiquement déterminés par les intéressés eux-mêmes dans les limites des ressources et en s'interrogeant prudemment sur l'impact environnemental de ces besoins et de la manière dont ils sont satisfaits.

3° Il s'agit de dépasser la vision cloisonnée, utilitariste et linéaire de la nature comme la plateforme physique à partir de laquelle l'humanité opère, comme le magasin où elle puise les ressources nécessaires à la production de son existence sociale et comme la décharge où elle entpose ses déchets. La nature est tout à la fois la plateforme, le magasin, la déchetterie et l'ensemble des processus vivants qui, grâce à l'apport d'énergie solaire, font circuler la matière entre ces pôles en la réorganisant constamment. Les déchets et leur mode de dépôt doivent donc être compatibles en qualité comme en quantité avec les capacités et les rythmes de recyclage par les écosystèmes. C'est-à-dire que le bon fonctionnement de l'ensemble dépend de la biodiversité, qui doit être protégée.

4° Les sources énergétiques et les méthodes de conversion employées ne sont pas neutres socialement. Le socialisme, par conséquent, ne peut pas se définir à la mode de Lénine comme « les soviets plus l'électricité ». Le système énergétique capitaliste est centralisé, anarchique, gaspilleur, inefficace, intensif en travail mort, basé sur des sources non renouvelables et orienté vers l'accumulation. Une transformation socialiste digne de ce nom nécessite son remplacement progressif par un système décentralisé, planifié, économe, efficace, intensif en travail vivant, basé exclusivement sur les sources renouvelables et orienté vers la production de valeurs d'usage durables, recyclables et réutilisables. Ceci ne concerne pas seulement la production d'énergie au sens étroit mais l'ensemble de l'appareil industriel, l'agriculture, les transports, les loisirs et l'aménagement des territoires. Cette transformation extrêmement profonde ne peut s'achever qu'au niveau mondial.

5° Le dépassement du seuil à partir duquel la croissance des forces productives matérielles complique le passage au socialisme implique une attitude critique face à la hausse de la productivité du travail. Dans un certain nombre de domaines, la mise en œuvre d'une alternative anticapitaliste respectueuse des équilibres écologiques nécessite le remplacement du travail mort par du travail vivant. C'est manifestement le cas dans l'agriculture, où le système de l'agrobusiness ultra-mécanisé, gros consommateur d'intrants et d'énergie fossile, devra céder la place à un autre mode d'exploitation, plus intensif en travail humain. La même chose vaut pour le secteur de l'énergie, car la production décentralisée basée sur les renouvelables nécessitera beaucoup de travail, de maintenance notamment. D'une manière générale, la quantité de travail vivant doit augmenter radicalement dans tous les domaines liés directement à l'environnement. Un parallèle peut être fait avec les soins aux personnes, l'enseignement, et d'autres secteurs dans lesquels la gauche considère comme allant de soi de développer l'emploi public : l'intelligence et l'émotion humaines, combinées à une culture du «

prendre soin », sont en effet nécessaires dans les matières qui relèvent directement de l'interaction avec la biosphère.

Des esprits dogmatiques craindront que ces réflexions ouvrent la porte à une révision du marxisme révolutionnaire, sous la forme de concessions à l'offensive d'austérité contre la classe ouvrière des pays développés. Il n'en est rien. Il n'est pas question de céder la moindre parcelle de terrain aux discours culpabilisants qui utilisent la crise écologique pour tenter de désarmer le monde du travail et ses représentants. Une ligne de démarcation entre l'écossocialisme, d'une part, l'écologie politique et la décroissance, d'autre part, est l'attitude face à la lutte des classes. Nous restons fermement convaincus que les exploités apprennent par l'expérience des luttes collectives, qui commencent par la défense des salaires, de l'emploi et des conditions de travail. Toute lutte des travailleuses et des travailleurs, même la plus immédiate, doit être soutenue et considérée comme une chance d'augmenter le niveau conscience pour l'orienter vers une perspective socialiste. Dans ce cadre stratégique, le constat que la transition socialiste doit s'opérer dorénavant sous contrainte environnementale n'affaiblit pas les convictions anticapitalistes : il les renforce au contraire. Cependant, seule la vérité est révolutionnaire. On ne peut dissimuler le fait que la transformation socialiste impliquera fort probablement de renoncer à certains biens, services et habitudes qui imprègnent profondément la vie quotidienne de larges couches de la population, au moins dans les pays capitalistes développés. Il s'agit donc de mettre en avant des objectifs capables de compenser cette perte par un progrès substantiel dans la qualité de vie. Deux pistes nous semblent devoir être privilégiées : 1° la gratuité des biens de base (eau, énergie mobilité) jusqu'à un volume social moyen (ce qui implique l'extension du secteur public) ; 2° la réduction radicale (50 %) du temps de travail, sans perte de salaire, avec embauche proportionnelle et avec diminution des cadences.

« Toute économie se résume en dernière instance à une économie du temps », disait Marx. Affirmer la nécessité de produire et de consommer moins, c'est revendiquer le temps de vivre, et de vivre mieux. C'est ouvrir un débat fondamental sur la maîtrise du temps social, sur ce qui est nécessaire à qui, pourquoi et en quelles quantités. C'est réveiller le désir collectif d'un monde sans guerres, où l'on travaille moins et autrement, où l'on pollue moins, où on développe les relations sociales, où on améliore substantiellement le bien-être, la santé publique, l'éducation et la participation démocratique. Un monde où les producteurs associés réapprennent à « dialoguer » collectivement avec la nature. Ce monde-là ne sera pas moins riche que le monde actuel – comme dit la droite, ni « aussi riche pour la grande majorité de la population » – comme dit une certaine gauche. Il sera infiniment moins futile, moins stressé, moins pressé – en un mot : plus riche.

Daniel Tanuro

TANURO Daniel

Notes

[1] Jared Diamond, *Collapse. How Societies Choose to Fail or Survive*, London, Penguin Books, 2005. Des critiques de la thèse de Diamond sont proposées notamment par Benny Peiser, « From ecocide to genocide : the rape of Rapa Nui », *Energy and Environment*, vol. 16, n° 3-4, 2005 ; par Terry L. Hunt, « Rethinking Easter Island's ecological catastrophe », *Journal of Archaeological Science*, 2007, n° 34, p. 485-502 ; et par Daniel Tanuro, « Catastrophes écologiques d'hier et d'aujourd'hui : la fausse métaphore de l'île de Pâques », *Critique Communiste*, n° 185, décembre 2007.

- [2] Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1942.
- [3] L. Possoz et H. Jeanmart, *Comments on the electricity demand scenario in two studies from the DLR : MED-CSP & TRANS-CSP*, ORMEE & MITEC engineering consultancy, Belgium, <http://www.dlr.de/tt/Portaldata/41/...>
- [4] Karl Marx, *Le Capital*, Paris, Éditions sociales, Livre premier, Tome II, 1973 [1867], p. 181-182. Souligné par Marx.
- [5] Tim Jackson, *Prospérité sans croissance*, Bruxelles, Etopia, 2010.
- [6] Daniel Tanuro : « Prospérité sans croissance » : un ouvrage sous tension
- [7] Il en est ainsi notamment de la proposition d'indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB. Que le PIB ne mesure pas la qualité de l'environnement est une évidence, ce n'est pas son but, ni celui du capitalisme. Le PIB mesure l'accumulation du capital... Il est donc parfaitement adapté au capitalisme. Faire croire qu'il suffirait de changer d'instrument de mesure pour que le système change de logique relève soit de la naïveté, soit de l'escroquerie intellectuelle.
- [8] GIEC, *Contribution du Groupe de travail III au rapport 2007*, page 776.
- [9] AIE, *Perspectives des technologies de l'énergie. Au service du plan d'action du G8. Scénarios et stratégies à l'horizon 2050*, 2008.
- [10] Karl Marx, *Le Capital*, Moscou, Éditions du Progrès, 1984 [1867], p. 855.
- [11] Vladimir I. Lénine, *La question agraire et les critiques de Marx*, Moscou, Éditions du Progrès, 1973, chapitre IV.
- [12] Nicholas Boukharine, *La théorie du matérialisme historique. Manuel de sociologie marxiste*, Paris, Anthropos, 1967.
- [13] Daniel Tanuro, « Marxism, energy, and ecology : The moment of truth », *Capitalism Nature Socialism*, décembre 2010, p. 89-101.
- [14] Daniel Tanuro, *Écologie : le lourd héritage de Léon Trotsky*.
- [15] AIE, op. cit.
- [16] Wolfram Krevitt, Uwe Klann, Stefan Kronshage, *Energy Revolution. A Sustainable Pathway to a Clean Energy Future for Europe*, Stuttgart, Institute of Technical Thermodynamics & Greenpeace, septembre 2005.
- [17] Rapporté par Esther Vivas, « Ne mange pas le monde » : Une autre agriculture pour un autre climat, traduction française d'un article dans le quotidien catalan *Publico*.
- [18] Ernest Mandel, *Ten Theses on the Social and Economic Laws Governing the Society Transitional Between Capitalism and Socialism* [en].

[19] Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, 2010.

Les phases de développement de la crise écologique capitaliste
Jump to: navigation, search

Les phases de développement de la crise écologique capitaliste

Homo sapiens, notre espèce, a pour nature de produire socialement sa propre existence. Elle le fait par le biais du travail, grâce auquel elle transforme en valeurs d'usage les ressources naturelles qu'elle ne consomme pas telles quelles. Médiation indispensable entre l'humanité et son environnement, ce travail est une activité consciente : son résultat préexiste dans le cerveau du producteur sous la forme d'un projet que le travailleur adapte au fur et à mesure de l'exécution, et dont il fait ensuite un bilan. Cette capacité de penser le travail a pour corollaires 1°) la recherche des moyens techniques et sociaux d'en accroître la productivité ; 2°) la nécessité d'une communication et d'un apprentissage social; 3°) le fait que chaque génération se hisse pour ainsi dire sur les épaules des précédentes - autrement dit le développement humain. Ces caractéristiques distinguent notre espèce des autres animaux sociaux tels que les fourmis, les abeilles ou les termites, dont le mode social de production est instinctif et ne se modifie par conséquent qu'au rythme de l'évolution biologique.

Nature humaine, technologie, population et rapports sociaux

Le fait que la capacité de se développer soit un trait distinctif de l'espèce humaine a pour conséquence que celle-ci a inévitablement sur son environnement un impact à court terme supérieur à celui des autres animaux¹. C'est le cas même dans les sociétés les plus « primitives » de chasseurs-cueilleurs, car la production d'outils, de vêtements et de logements, même sommaires, nécessite évidemment de prélever, de transformer et de rejeter après usage des quantités de ressources naturelles qui excèdent les besoins physiologiques. Certains en concluent que la crise environnementale d'aujourd'hui n'est que la reproduction en plus grand et à l'échelle globale des crises environnementales locales du passé, l'aboutissement logique d'un « engrenage de la technique » qui va de la maîtrise du feu à celle de l'énergie atomique (en admettant que celle-ci soit « maîtrisée »), en passant par la domestication d'autres espèces animales et l'invention de l'agriculture. En d'autres termes, le progrès humain – quantitatif et qualitatif – serait inévitablement destructif. Cette vision est popularisée depuis plusieurs décennies par de nombreux auteurs, comme Hans Jonas, Jacques Ellul ou, plus récemment, André Lebeau. Tous accusent « la technique » d'être responsable de la dégradation de l'environnement. Pour Ellul comme pour Lebeau, le « système technicien » qui existe depuis les premiers pas de l'humanité possède une logique propre et celle-ci est incompatible avec les limites naturelles. En réalité, « la technique » est ici considérée à un tel niveau d'abstraction et de généralité que, à travers elle, c'est Homo faber qui tend à être désigné comme une menace pour « la nature »². C'est pourquoi, en général, cette approche de la question écologique flirte peu ou prou avec la boutade de James Lovelock qui concluait son «Hypothèse Gaïa » en plaisantant sur le fait que la Terre serait « malade de l'humanité ». Elle rejoint ainsi celle d'autres auteurs (les époux Ehrlich, Jared Diamond, Jean Dorst, par exemple) qui posent plus ou moins directement et explicitement l'accroissement de la population comme le moteur de la destruction du milieu. Rien d'étonnant dès lors à ce que quantité d'ouvrages verts consacrent Malthus comme le fondateur de l'écologie – en passant sous silence le fait que l'auteur

du « Principe de population » se souciait de l'environnement comme un poisson d'une pomme...

En vérité, l'essentiel de la production intellectuelle contemporaine sur la question écologique charrie ce genre d'idées plus ou moins misanthropiques, qui ne sont pas sans similitudes avec le dogme du « péché originel ». Qu'ils fassent le procès de « la technique » ou celui de « la population », la plupart des ouvrages grand public ont en commun de faire abstraction des modes de production, des rapports sociaux et des lois de population qui en découlent. La conclusion commune de ces analyses anhistoriques est que l'humanité devrait faire une révolution culturelle afin de se contenir, de changer ses comportements, voire de renoncer au développement, dans le but de protéger « la nature », et de se protéger elle-même éventuellement.

Une révolution culturelle dans la vision des relations entre l'être humain et (le reste de) la nature est en effet nécessaire³ - on y reviendra en conclusion - mais c'est pur idéalisme de croire qu'elle serait possible indépendamment des luttes sociales pour un bouleversement profond de la base économique de la société, car c'est de celle-ci que la culture découle en dernière instance. L'impasse du raisonnement est encore plus flagrante chez ceux qui dénoncent (à juste titre) l'idéologie de la domination humaine sur la nature... tout en estimant que l'être humain devrait dominer sa propre nature et en changer pour éviter la catastrophe environnementale ! On est là dans des contradictions inextricables dont les seules issues pratiques risquent d'être le soutien pragmatique au « capitalisme vert », ou le ralliement au despotisme éclairé des experts verts - prôné par Hans Jonas,... ou les deux à la fois.

A l'encontre de ces conceptions essentialistes, on doit constater que les rapports entre le développement – technique et démographique - et l'environnement ne sont pas linéaires. Il n'est tout simplement pas vrai que tout progrès technique serait inévitablement synonyme de destruction environnementale. Prenons trois exemples : 1°) Il est probable que, dans certaines régions du monde, l'invention de l'agriculture a permis de soulager des écosystèmes stressés par des populations de chasseurs-cueilleurs qui utilisaient le feu comme technique de chasse ; 2°) au XVe siècle, en Europe occidentale, la hausse de la productivité agricole résultant de la découverte du fait que la jachère trisannuelle pouvait être abandonnée au profit d'une culture de légumineuses (parce que celles-ci fixent l'azote de l'air et constituent ainsi un « engrais vert ») a freiné la déforestation, l'érosion des sols et le pacage forestier des troupeaux⁴; 3°) de nos jours, s'il est indiscutable que la solution de la crise écologique n'est pas avant tout technique et requiert une diminution de la production matérielle, elle passe néanmoins par une forme de développement ; en effet, éviter un basculement climatique grave, par exemple, nécessite la transition vers un système énergétique économe basé exclusivement sur la mise en œuvre et l'amélioration des technologies de conversion des sources renouvelables⁵.

De même, il n'est pas vrai qu'une population plus nombreuse entraînerait automatiquement une déforestation accrue, donc une érosion plus importante et la destruction des écosystèmes - comme l'affirme notamment Jared Diamond dans son best seller « Effondrement ». Dans un livre écrit plusieurs années auparavant, Ester Boserup avait déjà renversé la thèse de Malthus. Celui-ci soutenait que la population humaine augmente exponentiellement tandis que la productivité agricole ne progresse que linéairement. Boserup a montré au contraire que la croissance démographique peut être nécessaire pour passer à des techniques agricoles plus intensives qui peuvent, à certaines conditions, améliorer durablement la fertilité des sols, donc la qualité de l'environnement. Mutatis mutandis, le raisonnement est encore valable aujourd'hui: en effet, une agriculture organique de proximité, la gestion d'un système énergétique renouvelable et décentralisé, la réforme écologique des villes et la restauration des écosystèmes nécessiteront une grande quantité de main-d'œuvre. Dès lors, la population que le capitalisme considère avec mépris comme « excédentaire » devrait, dans une autre logique, être

considérée comme un atout pour une politique écologique.

Il ne s'agit pas d'opposer un schéma mécaniste optimiste à un autre, pessimiste, mais de voir que le développement humain et l'environnement entretiennent des relations dialectiques. La technique et la démographie jouent évidemment un rôle (personne ne prétendra que le doublement de la population au cours des trente dernières années n'a eu aucun impact écologique !), mais la manière dont elles influent sur les équilibres environnementaux dépend des rapports sociaux que les êtres humains nouent dans la production. Certains exemples donnés ci-dessus le montrent :

- Pourquoi la transition vers les énergies renouvelables reste-t-elle marginale alors que leur potentiel technique suffirait à couvrir plus de dix fois les besoins de l'humanité ? Parce que les ressources fossiles restent plus profitables pour le capital, que les industries qui en dépendent constituent le noyau dur d'un système techno-industriel productiviste, et que les réserves non encore exploitées de pétrole, de charbon, de gaz figurent à l'actif du bilan des multinationales;

- Pourquoi la population « excédentaire » n'est-elle pas employée à protéger et à restaurer les écosystèmes dans le sens d'une économie soutenable (au vrai sens du terme)? Parce que ces « services à l'environnement » ne sont pas producteurs de valeur et que le capital a besoin en permanence d'une masse de chômeurs et de chômeuses pour faire pression sur les salaires et les allocations sociales.

Ce ne sont ni « la nature humaine » ni « la technique » qui expliquent les réponses données aujourd'hui à ces questions, mais les règles de fonctionnement du mode de production. Ce sont elles qui déterminent les rapports de la société avec son environnement et, en fin de compte, la perception culturelle de celui-ci. Pour comprendre la crise écologique contemporaine, il faut donc pénétrer dans la sphère de la production capitaliste.

Valeurs d'usage, valeurs d'échange et spécificités de la crise écologique capitaliste

D'une manière très générale, on distingue deux grands types de production sociale: la production de valeurs d'usage – autrement dit d'utilités - et la production de valeurs d'échange - autrement dit de marchandises. Le second type est caractéristique du capital en tant que rapport social. Dès le premier chapitre de l'ouvrage qu'il lui a consacré, Karl Marx pointe entre les deux une série de différences, dont une au moins est essentielle du point de vue écologique: alors que la production de valeurs d'usage a pour but la satisfaction d'un besoin, la production de valeurs d'échange a pour but la réalisation d'une plus-value qui prend la forme abstraite de la valeur, la forme argent. L'accumulation sous cette forme paraissant potentiellement illimitée, il en découle que la production de valeurs d'échange s'affranchit des limites des besoins humains existants. Cette différence contient en germe le formidable dynamisme productiviste du capital. Du coup, elle éclaire une nouveauté radicale de la crise écologique depuis deux siècles : dans les sociétés antérieures, les dégradations de l'environnement découlaient du sous-développement des forces productives⁷; sous le capitalisme, elles découlent de la tendance à la surproduction.

On peut, à la suite de Marx, approfondir la comparaison : le producteur de valeurs d'usage qui écoule ses excédents sur le marché vend pour acheter, l'argent ne sert que d'intermédiaire dans un genre de troc amélioré et le cycle économique s'arrête en fin de compte par l'acquisition d'un équivalent ; par contre, le producteur de valeurs d'échange achète pour vendre afin d'accumuler de l'argent qui lui servira à gagner plus d'argent en investissant dans un nouveau cycle - quitte à créer pour cela de

nouveaux besoins.

D'intermédiaire facilitant les échanges, l'argent devient ici levier et finalité de la production. Le capital est né. Somme d'argent qui court à la recherche d'une plus-value sous les coups de fouet de la concurrence, il est condamné, sous peine d'être écrasé, à grandir et à bouleverser constamment les techniques, les formes d'organisation et les besoins. Cette tendance à révolutionner sans arrêt la production et la consommation explique une deuxième nouveauté radicale de la crise écologique moderne : alors que le mécanisme des dégradations environnementales était globalement identique dans toutes les sociétés précapitalistes (déforestation abusive et érosion des sols), le capitalisme produit constamment des formes nouvelles, en élimine certaines en en créant d'autres, souvent plus graves. Il y a sans arrêt « du nouveau sous le soleil », comme dit John McNeil⁸.

Au risque de simplifier, on peut dire que l'épopée du capital moderne commence avec les « enclosures », dans l'Angleterre du Moyen-Age». Au cours de cette longue vague d'appropriation des terres, les seigneurs féodaux, ruinés par leurs guerres, chassent les paysans des « communs », y installent des moutons afin de fournir de la laine à l'industrie drapière naissante, et exploitent les forêts à leur profit en vendant du bois aux villes et à la construction navale. Commencé dès le 12^e siècle, ce processus se déploie surtout du 15^e au 18^e. Avec un triple résultat : l'apparition d'une masse de pauvres sans feu ni lieu – les futurs prolétaires, l'amorce de la transformation des ressources naturelles en marchandises et une accumulation d'argent entre les mains de la classe dominante. Par la suite, la transformation des communs en propriété privée gagnera le reste de l'Europe et du monde, sous différentes formes. Sans cela, le capitalisme n'aurait tout simplement pas pu se développer. Car une chose est indiscutable : s'ils n'y avaient pas été obligés par leur séparation brutale d'avec la terre nourricière, jamais les producteurs ne se seraient résignés à vendre leur force de travail contre des salaires de misère, d'abord dans les champs, ensuite dans des usines ou des mines casernes, insalubres et dangereuses.

La dynamique capitaliste d'accumulation et de bouleversement constants pose évidemment la question des limites du développement sur une planète finie. Jusqu'où ira ce système de « destruction créatrice » ininterrompue? J.S. Mill voulait croire que ses maîtres auraient la sagesse de le stabiliser au-delà d'un certain point. Balayant cette illusion, Marx répond avec justesse que le capital n'a « d'autre limite que le capital lui-même », ou encore « qu'il est la tendance sans borne et sans mesure à dépasser sa propre limite ». En clair: il n'a pas de frontières, son accumulation se déploie d'emblée sur le marché mondial et elle ne s'arrêtera pas d'elle-même tant qu'il y aura de la main-d'œuvre à exploiter et des ressources à piller. Et de conclure par cette formule fameuse et prémonitoire : « le capital épuise les deux seules sources de toute richesse : la Terre et le travailleur ». Il le fait à l'échelle planétaire, ce qui permet de saisir la troisième nouveauté de la crise écologique capitaliste : elle n'est plus locale, comme dans les autres sociétés, mais globale. Ecrite il y a plus d'un siècle par un auteur que la plupart des Verts considèrent à tort comme productiviste⁹, cette analyse est infiniment plus utile pour appréhender nos problèmes actuels que toutes les théories à la mode sur « l'engrenage technique » et la « nature humaine ». En dépit de certaines ambiguïtés¹⁰, elle permet, on l'a vu, de comprendre pourquoi la crise écologique moderne commence brutalement au 19^e siècle, de la distinguer de celles qui l'ont précédée et d'identifier les transformations socio-économiques qui l'ont préparée au cours des siècles précédents. Elle permet aussi de retracer les différentes étapes qui nous ont amenés dans l'impasse actuelle, et de saisir à travers celles-ci le lien indissoluble entre l'exploitation de la force de travail et le pillage des autres ressources naturelles. Ce dernier point est décisif, car il détermine la stratégie à déployer afin d'ouvrir une issue qui, pour être efficace, ne peut être que conjointement sociale et environnementale – autrement dit « écosocialiste »¹¹.

Le mercantilisme et les premiers pas de la destruction environnementale

Au cours de son développement, le capital a franchi une série de stades qui ont eu chacun un impact écologique particulier. Comme on sait, le capital a d'abord existé sous ses formes marchande et financière. Avant la Révolution industrielle, c'est-à-dire avant la formation du capitalisme proprement dit¹², les dégâts écologiques causés par le système mercantiliste ont été notamment la destruction des forêts et des populations d'animaux à fourrure. Dès le 16^e siècle, il n'était pas rare que les seigneurs européens qui s'approprièrent les bois communaux tentassent de se justifier au nom de la protection de la ressource, menacée selon eux par la propriété collective¹³. En réalité, leurs professions de foi écologiques avant la lettre ne les ont pas empêchés de déboiser à un rythme tel que les autorités publiques, en France (Colbert) et en Angleterre, durent prendre des mesures de sauvegarde. Non par souci écologique mais parce que la disparition des massifs forestiers mettait en péril la construction navale et les premières industries utilisant le bois ou le charbon de bois.¹⁴ Ne présentant pas pour les puissances de l'époque d'intérêt stratégique comparable à celui des arbres, les animaux à fourrure n'ont pas bénéficié du même genre de protection. Une série de données à ce sujet ont été rassemblées par J.B. Foster dans son ouvrage « Vulnerable planet ». A la fin du 18^e, la faune sibérienne avait été à ce point éradiquée que les chasseurs russes durent déplacer leurs activités vers les îles septentrionales de l'Océan Pacifique, où ils décimèrent 250.000 loutres de mer en quarante ans. La faune d'Amérique du Nord paya aussi un lourd tribut : castors, loutres, rats laveurs, ours, martres, loups furent traqués sans retenue pour finir en descente de lit ou en manteaux, et remplir l'escarcelle des commerçants. Dix à quinze millions de castors auraient été tués au cours du seul 17^e siècle.

Une autre cause de destruction écologique du mercantilisme fut la ruée sur le sucre de canne. Un cas intéressant parce qu'il souligne combien l'exploitation de la force de travail et celle des autres ressources naturelles vont de pair sous le capitalisme. La canne fut en effet la première monoculture tropicale destinée à l'exportation vers l'Europe. Un système de production basé sur le travail servile existait à Madère et aux Canaries dès le 15^e siècle. Christophe Colomb voulut le reproduire à Hispaniola, dans les Caraïbes¹⁵. Moins de 30 ans plus tard, les Amérindiens étaient décimés par des maladies importées et des conditions de travail effroyables. La traite des Noirs commença.

La surexploitation féroce des millions d'hommes et de femmes victimes du commerce triangulaire a été suffisamment décrite pour ne pas y revenir. Les conséquences écologiques de l'avidité des planteurs sont moins connues. Eduardo Galeano en brosse un tableau saisissant: « Le sucre a détruit le nord-est du Brésil. Cette région de forêt tropicale a été transformée en savane. Naturellement propice à la production alimentaire, elle est devenue région de famine. Là où tout avait poussé avec exubérance, le latifundio destructeur et dominateur ne laissa que roc stérile, sol lessivé, terres érodées. (...) Le feu utilisé afin de nettoyer le terrain pour les champs de canne dévasta la faune en même temps que la flore : le cerf, le sanglier, le tapir, le lapin, le paca et le tatou disparurent. Tout fut sacrifié sur l'autel de la monoculture de la canne ».

Mais les riches aussi ont leurs problèmes. Une contradiction du capital marchand et du capital financier résidait en ceci que les intérêts versés sur les prêts aux expéditions lointaines ainsi que la vente de marchandises acquises à bas prix (grâce à l'exploitation du travail, à la spoliation des peuples conquis et au pillage des ressources) faisaient couler dans les métropoles des flots de numéraire excédant largement les possibilités de la production de valeurs d'échange industrielle ou agricole, marginale à l'époque. Tout le 16^e siècle connut par conséquent une inflation importante. Elle ne diminua sérieusement que lorsque de plus grandes quantités de capital argent désertèrent le commerce et la banque pour s'investir dans l'industrie et/ou dans la grande agriculture industrialisée.

C'est ainsi que s'amorça l'évolution qui allait déboucher 150 ans plus tard sur la Révolution industrielle. Les quelques manufactures cédèrent la place à des fabriques de plus en plus nombreuses au sein desquelles des masses d'ouvriers dépossédés de leur savoir d'artisan ou de paysan servaient des machines mues par la vapeur. L'énergie provenait de la combustion de la houille. Rendu possible par la productivité de l'agriculture capitaliste, ce tournant brusque marque véritablement l'entrée dans la crise écologique capitaliste moderne.

La Révolution industrielle, ou le tournant vers la crise écologique moderne

J.B. Foster résume bien le changement : « quoique la révolution commerciale et agricole de la période mercantiliste ait commencé à altérer la relation de l'être humain à la terre à une échelle globale, le mercantilisme était principalement une phase extensive de développement, qui imposait ses changements par un processus de mainmise sur l'environnement plus que par une transformation écologique. Ce fut la montée du capitalisme machiniste qui rendit possible la réelle sujétion au capital des deux seules sources de toute richesse – la terre et le travailleur ». L'exploitation du travail au cours de cette période a été décrite avec force détails par de nombreux auteurs populaires, tels que Zola et Dickens. Concentrons-nous sur la « sujétion de de la terre ».

Ses conséquences furent d'abord directes, et de plusieurs ordres : la destruction irréversible des paysages dans les régions minières ; la pollution des eaux, des sols et de l'atmosphère (notamment par les métaux lourds contenus dans le charbon: cadmium, plomb, et... mercure, dont les vapeurs voyagent tout autour du globe) ; l'acidification des écosystèmes (due aux émissions de soufre), la transformation des villes en cloaques noirs et insalubres (au 19e siècle, noyées dans les fumées, Londres et Manchester étaient presque aussi sombres de jour que de nuit) ; et l'intensification de la concentration capitaliste des terres agricoles et forestière (entraînant la séparation entre agriculture et élevage puis l'hyper-spécialisation et la standardisation ultérieures de chacune de ces branches, avec la disparition des races et variétés locales)... Sans compter l'émission d'énormes quantités de gaz carbonique, sur laquelle on reviendra plus loin. En regard de cet inventaire, le fait que le passage du bois à la houille ait permis à la forêt européenne de regagner quelques millions d'hectares pèse de peu de poids...

Les conséquences écologiques indirectes de la Révolution industrielle ne furent pas moins importantes. L'une d'entre elles fut l'extension des monocultures d'exportation dans les pays coloniaux. Au cours du 18e et du 19e siècle, en effet, le système qui avait fait la fortune des planteurs de canne fut étendu à d'autres espèces telles que l'hévéa, le coton, le café, le thé, etc. Au détriment des populations locales, de leurs économies, de leurs cultures vivrières... et de leurs forêts. Ainsi, en même temps qu'il laissait les massifs sylvicoles du Vieux Continent panser leurs blessures, le capital lançait ses bucherons contre ceux des tropiques. La violence de l'attaque n'a fait qu'augmenter depuis lors, grâce à la tronçonneuse et au timber jack, par suite de la gloutonnerie des papetiers et des fabricants de meubles à obsolescence rapide - pour ne pas parler des producteurs de soja transgénique et d'agrocarburants, derniers venus parmi les commanditaires de ce massacre.

Il convient de mentionner également la dégradation des terres due à la rupture du cycle des nutriments, car elle est méconnue. C'est le fondateur de la chimie des sols, Liebig, qui tira la sonnette d'alarme : du fait de l'urbanisation, les excréments humains ne retournaient plus au champ, de sorte que les sols étaient progressivement privés des éléments minéraux nécessaires à leur fertilité. Le problème concernait aussi les terres coloniales affectées aux monocultures, puisque les déchets de végétaux exportés ne revenaient plus au champ. De fait, de vastes zones agricoles virent leur productivité

décliner de façon inquiétante. Le capital réagit par... une ruée sur le guano : le congrès américain adopta en 1856 un Guano Islands Act autorisant tout citoyen US à s'appropriier - au nom de la nation - n'importe quel îlot riche en guano (pour peu qu'il soit inhabité) ; une guerre du guano opposa même l'Espagne au Chili et au Pérou, unis dans la défense de leur souveraineté sur les stocks de fientes d'oiseaux du Pacifique...

Cette fièvre du guano s'arrêta avec la découverte des engrais azotés de synthèse. L'agriculture capitaliste se mit alors à répandre tellement de nitrates que la qualité des eaux est aujourd'hui gravement altérée dans de nombreuses régions du monde. Il faut savoir que les nitrates favorisent la prolifération des algues et une accumulation de matière organique qui entraîne le déclin de la vie aquatique par déficit en oxygène (eutrophisation). De plus, les eaux contenant trop de nitrates ont des effets négatifs sur la santé humaine (les nitrates réduisent la capacité de l'hémoglobine de fixer l'oxygène dans le sang). Enfin, non seulement la fabrication des engrais azotés consomme énormément d'énergie fossile, mais en plus les nitrates non absorbés par les cultures se dégradent en oxyde nitreux, qui est un gaz à effet de serre puissant... Heureux en apparence, le dénouement de la crise des sols est donc en réalité emblématique du fait que le capital ne surmonte les problèmes environnementaux dus à sa frénésie de croissance qu'en les repoussant devant lui, de sorte qu'ils deviennent encore plus compliqués à résoudre.

Les premières machines à vapeur étaient fort peu efficaces énergétiquement mais, vers 1800, leur puissance était déjà équivalente à celle de deux cents êtres humains. Un siècle plus tard, elle était multipliée par trente. Dans sa monumentale « Histoire de l'environnement au XXe siècle », J.R. McNeil impute ce progrès à « l'ingéniosité humaine » qui a créé de « nouvelles technologies » et des « systèmes d'organisation » performants. Cette explication comporte évidemment une part de vérité, mais elle passe à côté de l'essentiel, qui est que tout propriétaire de capitaux est contraint par la concurrence de chercher sans trêve à remplacer des travailleurs par des machines qui rendent le travail plus productif, afin de gagner un avantage compétitif. Quant à « l'ingéniosité humaine », elle ne se contenta pas d'inventer des machines : elle mit en garde, mais en vain, contre les effets négatifs de la Révolution industrielle (à l'exception du changement climatique, toutes les conséquences néfastes énumérées plus haut étaient dénoncées dès le début de l'industrialisation). 16 Surtout, l'ingéniosité humaine attira très vite l'attention sur le fait que les ressources charbonnières, tout abondantes qu'elles fussent, étaient forcément limitées - au même titre que les stocks de guano. Dès la seconde moitié du 19e siècle, des chercheurs proposèrent d'utiliser le soleil comme source d'énergie alternative (thermique et photovoltaïque), imaginèrent des moyens de stocker l'énergie (la pile à combustible, notamment) pour pallier le caractère intermittent de l'ensoleillement et construisirent des machines performantes pour démontrer la faisabilité de leur projet... Ils ne furent pas entendus. Le lobby charbonnier coula leurs efforts, parce que ceux-ci menaçaient ses surprofits accumulés sous forme de rente grâce au monopole sur les gisements. Cet exemple de carrefour technologique prouve bien que la crise environnementale n'est pas le produit d'un engrenage inexorable de la technique mais de choix socio-politiques, dictés par le profit. Comme le note JB Fressoz, « le schéma simpliste » qui « occulte la réflexivité environnementale des sociétés passées dépolitise l'histoire longue de la destruction des environnements et nous empêche de comprendre les ressorts de la crise contemporaine. »

Pétrole, pétrochimie, nucléaire et consommation de masse

Ayant goûté aux avantages des combustibles fossiles, le capital, à partir de 1900, tira tout le parti possible d'une nouvelle invention : le moteur à combustion interne utilisant le pétrole raffiné comme

combustible. Une tonne de pétrole génère deux fois plus d'énergie qu'une tonne de charbon. Ensemble avec le développement de l'électricité et du moteur électrique, cette découverte impulsa la deuxième Révolution industrielle. Autour des producteurs d'électricité et d'un secteur pétrolier encore plus puissant et concentré que le secteur charbonnier se constitua alors un complexe techno-industriel dépendant des hydrocarbures, gros consommateur de ressources et d'énergie: aéronautique, construction navale, engins agricoles et de chantier, pétrochimie, et, surtout, automobile. Vu l'importance des fonds à engager pour financer ses investissements de long terme (centrales électriques, raffineries, etc), ce complexe noua au fil du temps des liens de plus en plus étroits avec le capital financier.

Cette nouvelle configuration du capital généra de nouvelles atteintes à l'environnement. Dans les pays développés, le déclin du charbon au profit du pétrole permit certes d'améliorer sensiblement la qualité de l'air dans les villes. Mais l'usage de la houille commença à se déplacer vers la périphérie, d'une part, et, d'autre part, l'explosion après 1945 du trafic automobile – favorisée par l'étranglement délibéré des transports publics urbains et péri-urbains - entraîna d'autres nuisances : le smog, les émissions de plomb et la colonisation de l'espace par les véhicules à moteur. Sans compter les répercussions écologiques de l'extraction et du transport des hydrocarbures : contamination des eaux et des sols, marées noires, etc.

Le développement de la pétrochimie est un autre exemple du progrès destructif capitaliste. Cette industrie mit sur le marché toute une série de produits de synthèse (le caoutchouc et les plastiques, par exemple). En se substituant aux produits naturels, ils soulagèrent quelque peu les écosystèmes, mais le revers de la médaille, perceptible surtout après 1945, fut l'empoisonnement chimique de la planète (au sujet duquel la biologiste Rachel Carson poussa en vain un cri d'alarme). Celui-ci constitue un saut qualitatif extrêmement préoccupant et durable dans l'histoire de la crise écologique. En effet, la pétrochimie a produit en quelques décennies plus de cent mille molécules qui n'existent pas naturellement et dont certaines, parfois très toxiques pour l'environnement et pour les humains, ne peuvent pas, ou très difficilement, être décomposées par des agents naturels.

La pétrochimie et le moteur à explosion donnèrent une nouvelle impulsion à la concentration des terres, à la spécialisation, à la globalisation et à l'industrialisation de la production agricole. Entamés au cours de la phase précédente, grâce notamment aux engrais azotés, ces processus connurent des développements spectaculaires à partir des années cinquante, dans le monde entier. Leurs effets sociaux et environnementaux négatifs étaient déjà apparus aux Etats-Unis dans les années trente, lorsque le surlabourage mécanique des énormes champs du Middle West entraîna une terrible érosion des sols : à l'époque, trois millions de fermiers ruinés durent quitter leurs terres parce que l'Oklahoma et l'Arkansas étaient asphyxiés par le « Dust Bowl » - la boule de poussière. Mais ce précédent n'empêcha pas l'agrobusiness de poursuivre son œuvre destructrice, notamment à travers la soi-disant « Révolution verte » imposée aux pays du Sud.

Enfin, la deuxième guerre mondiale ayant vu la mise au point de la bombe atomique, la plus redoutable des technologies d'apprentis-sorciers fit son apparition dans les années cinquante : la production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire. On peut certes parler dans ce cas d'une forme d'engrenage technique, car les centrales civiles servent à produire le plutonium utilisé à des fins militaires. Mais cet « engrenage » n'est mû par aucune rationalité économique (le nucléaire ne se serait pas imposé sans investissement public et ne serait pas compétitif si la collectivité ne prenait pas en charge l'essentiel des coûts liés au démantèlement des centrales, au stockage des déchets et aux accidents); il ne résulte pas de la logique du « système technicien » mais de choix politiques dictés par la volonté de suprématie impérialiste des Etats capitalistes.

Car le capital ne peut exister sans un Etat à son service. Le problème majeur du capitalisme peut être résumé de la façon suivante: comment assurer à des masses de capitaux toujours plus importantes, et dont la composition organique moyenne tend à augmenter, des champs de mise en valeur suffisamment vastes qui donnent des garanties satisfaisantes que la plus-value sera réalisée lors de la vente des produits ? Les phases de développement de la crise écologique moderne sont intimement liées aux réponses que le système a apportées à cette question cruciale. Pour ce faire, au fil du temps, l'intervention des Etats est devenue de plus en plus décisive.

Très schématiquement, l'Etat, sous la première Révolution industrielle, avait résolu le problème de la suraccumulation en offrant au capital de gigantesques investissements dans les infrastructures, ferroviaires notamment. Avec la deuxième Révolution industrielle, la question se reposa à une échelle élargie par la démultiplication des forces productives matérielles. En guise de réponse, Ford imagina d'assurer à la main-d'oeuvre un salaire lui permettant d'acheter des biens de consommation durables, notamment des automobiles. Mais, dans l'entre-deux guerres, les marges de manœuvre économiques (le taux de profit) et politiques (la menace de la révolution) étaient trop étroites. Pour sortir de la Grande Dépression, une autre « solution » s'imposa dans les faits : le fascisme pour écraser la force de travail, et la guerre pour assurer des débouchés à l'industrie – dans l'armement d'abord, dans la reconstruction ensuite.

C'est au prix de ce remède de cheval que le taux de profit fut rétabli et que, à partir des années cinquante, la société de consommation de masse put se déployer pendant une trentaine d'années dans les pays développés (la périphérie servant non seulement de réservoir de matières premières à bon marché mais aussi de décharge pour les déchets dangereux). Outre les conséquences écologiques déjà énumérées (en particulier la production de la pétrochimie), et en dépit de la prise de conscience environnementale des populations, cette période mit principalement en lumière deux problèmes globaux : le trou dans la couche d'ozone stratosphérique (dû à l'usage des CFC dans les équipements frigorifiques) et une véritable explosion des émissions de gaz à effet de serre, de sorte que les « Trente Glorieuses » mériteraient d'entrer dans l'Histoire comme le moment où la soif de profit capitaliste amena l'humanité au bord d'un basculement climatique catastrophique et irréversible¹⁷. Plus largement, les études sur la crise globale montrent clairement que tous les phénomènes de dégradation écologique grave se sont accélérés spectaculairement au cours de cette période. 18

Heureusement pour l'environnement - mais malheureusement pour l'emploi – cette « onde longue de croissance » (selon l'expression d'Ernest Mandel) ne pouvait que s'épuiser au fil du temps, comme les précédentes. Le tournant se produisit au début des années 70 du siècle passé. Une décennie plus tard, les gouvernements orchestrèrent l'offensive néolibérale de dérégulation et de régression sociale, qui ouvrit tout grand les portes à l'économie casino. Le taux de profit se rétablit, mais pas les débouchés pour la production. Que faire de ces masses de capital-argent gagnées en spéculant ? Le problème de la suraccumulation se reposait avec plus d'acuité que jamais !

La réponse du système tint en sept volets : crédit bon marché pour les pauvres, consommation de luxe pour les riches, privatisation du secteur public, nouvelle vague d'appropriation des ressources (eau, génome, semences, terres arables), flexibilité et « just-in-time », obsolescence accélérée des produits, mondialisation et délocalisation de la production vers les pays de la périphérie - afin d'inonder les marchés occidentaux de produits de consommation bon marché. Une telle réponse ne pouvait qu'aggraver l'impact environnemental de la deuxième Révolution industrielle : explosion des transports ; accélération de la destruction des habitats naturels, du pillage des ressources et de l'extinction des espèces ; exportation massive de la pollution vers les pays émergents ; et...

impossibilité persistante de juguler le réchauffement de la planète¹⁹.

« The Future we don't want » : le remake des enclosures dans un contexte de destructions écologiques aggravées

La facture écologique est particulièrement salée dans les pays émergents, où la loi du développement inégal et combiné fait que les menaces les plus modernes contre l'environnement (pétrochimie, nucléaire, transgéniques) cohabitent massivement avec celles de la première Révolution industrielle (charbon)... et les effets du réchauffement, qui affectent principalement les régions tropicales et subtropicales. Mais toute la planète, du Nord au Sud, est désormais confrontée à la formidable « dette écologique » accumulée par le capital. En ce début du 21^e siècle, l'humanité est prise en tenaille durablement entre la crise socio-économique et la crise écologique globale.

La politique néolibérale a conduit à l'effondrement de 2008, avec la crise des subprimes et sa transformation en crise des finances publiques. Le marasme est profond. Une fois de plus, le capital cherche donc une voie qui lui permettrait de relancer son accumulation. Depuis 2008, les instances internationales (Secrétariat des Nations Unies, PNUE, Banque Mondiale, OCDE...) consacrent de pesants rapports à la transition vers une « économie verte ». Un projet de résolution sur le sujet, intitulé « The Future we Want » a été rédigé pour le sommet Rio+20 des Nations Unies. Il s'agirait de relancer la croissance et de satisfaire les besoins sociaux tout en sauvant la biodiversité, les océans, les forêts, les sols et le climat de la Terre. Mais c'est un leurre. En lisant cette prose attentivement, on s'aperçoit qu'il s'agit en fait d'un ambitieux projet visant à privatiser encore plus systématiquement les ressources naturelles afin que tous les « services de la nature », sans exception, soient transformés en marchandises. Au passage, la préoccupation pour les limites écologiques du développement est balayée sous le tapis²⁰.

A la base de ce projet, il y a une évaluation économique : selon certains partisans des Ecological economics, en effet, la valeur nette des « services » que la biosphère rend à l'humanité serait d'environ 33 trillions de dollars. Ce chiffre avancé par Robert Costanza²¹ est plus que contestable, mais une chose est certaine : si les « services » environnementaux étaient aux mains du privé et si les consommateurs devaient les acheter sur le marché, le capital aurait devant lui un nouvel Eldorado. On peut par exemple imaginer que les forêts soient entièrement privatisées et que les 7 milliards de locataires de la planète doivent payer le « prix vérité » de l'absorption du CO₂ par les arbres... A noter que ce scénario ne relève plus tout à fait de la politique fiction : le « coût vérité » est pratiqué dans le secteur de l'eau ; quant aux propriétaires de forêts, ils sont déjà rémunérés pour la capture du CO₂, dans le cadre des mécanismes REDD et REDD+ de « lutte contre le changement climatique ».

Né de la séparation des producteurs et de la terre (les « enclosures »), le capitalisme vieillissant aurait-il trouvé la voie vers l'éradication de la pauvreté dans le cadre d'une « harmonie retrouvée avec la nature » ? Non : 1°) Une proportion importante de « l'industrie verte » n'est que potentiellement rentable ; la plupart des sources d'énergie renouvelables, en particulier, ne sont pas compétitives par rapport aux fossiles, et ne le seront pas dans les quinze à vingt années qui viennent. 2°) Des capitaux colossaux et très puissants sont bloqués dans le système énergétique actuel, où les investissements sont de long terme ; deux exemples : le coût global du remplacement des centrales électriques fossiles et nucléaires est estimé entre 15 et 20 trillions de dollars (un quart à un tiers du PIB mondial !)²², et les réserves prouvées de combustibles fossiles - qui font partie des actifs des lobbies du charbon, du gaz et du pétrole - sont cinq fois supérieures au budget carbone que l'humanité peut encore se permettre de brûler

23; 3°) une bonne part des ressources naturelles sont propriétés publiques ou n'appartiennent à personne, et elles ne sont pas mesurables en termes monétaires. Le fait de verser une rente à leurs propriétaires ouvre de nouveaux champs d'action au capital financier mais ne résout en rien le problème de la création de valeur nouvelle.

C'est peu dire par conséquent que « l'économie verte » ne jette pas un pont vers un « développement soutenable ». Dans les décennies qui viennent, alors qu'il y a urgence, le cœur de l'appareil productif capitaliste restera constitué des lobbies énergétiques fossiles ainsi que des secteurs dépendants du pétrole. La pétrochimie gardera un rôle clé et son impact environnemental restera sévère. A côté de ce noyau dur, un secteur vert du capitalisme - dans laquelle le PNUE et l'AIE incluent le nucléaire, les agrocarburants et le « charbon propre », c'est tout dire ! - pourra se développer... à condition que les Etats lui ouvrent la voie à coups de privatisations, de subsides publics, de démantèlement des protections sociales et de négation des droits des peuples indigènes.

Le rapport que le Programme des Nations Unies (PNUE) a consacré à l'économie verte le dit sans ambages : « la sous-évaluation, la mauvaise gestion et, au final, la perte » des « services environnementaux » ont été « entraînés » par leur « invisibilité économique », qui découle du fait qu'il s'agit « principalement de biens et de services publics ». « Les secteurs de la finance et de l'investissement contrôlent des milliards de dollars et sont en mesure de fournir l'essentiel du financement. (...) ». Mais les taux de profit sont insuffisants, de sorte que « le financement public est essentiel pour enclencher la transformation de l'économie ».

Vous avez dit : « financement public » ? Mais d'où viendrait l'argent, quand les Etats croulent sous les dettes ? Le PNUE n'esquive pas la question : plutôt que de chercher des compromis entre l'économie et l'environnemental, il s'agit d'adopter la « bonne approche économique ». Celle-ci consiste à mener les « réformes nécessaires pour déverrouiller le potentiel de production et d'emploi d'une économie verte » qui agira « comme un nouveau moteur et non comme un ralentisseur de la croissance ». En clair : accentuer la politique néolibérale contre le monde du travail, les jeunes, les femmes, les petits paysans et les peuples indigènes.

Deux siècles après sa naissance, le capitalisme malade, croulant sous les dettes, veut imposer à l'humanité un remake global des « enclosures », combiné à la poursuite de ses autres crimes sociaux et environnementaux. Voilà où conduit la logique productiviste de ce système qui « épuise les deux seules sources de richesse – la Terre et le travailleur »- sur l'autel du profit. L'intérêt des exploité-e-s et des opprimé-e-s est d'y faire barrage par des revendications écosocialistes, en contreposant systématiquement à la logique de la croissance et du profit la logique alternative des biens communs, du temps libre et de la satisfaction des besoins humains réels, démocratiquement déterminés dans le respect prudent des écosystèmes.

C'est peu dire que l'individualisme forcené imposé par le développement capitaliste – du fait notamment des modes de mobilité et d'habitat induits par la voiture individuelle et la spéculation foncière – est un obstacle non négligeable. Mais le pessimisme de la raison n'exclut pas l'optimisme de la volonté. Comme le note François Chesnais, la rencontre des crises économique et écologique crée des conditions propices à l'éclosion d'une conscience et de luttes écosocialistes. C'est dans le cadre de celles-ci, au fur et à mesure de la réappropriation collective des richesses naturelles, que se forgera une culture des relations entre l'humanité et son environnement « basée sur la prémisse de notre engagement dans le monde plutôt que sur notre détachement d'avec lui ».

Daniel Tanuro

Auteurs et ouvrages cités : Ester Boserup, « Évolution agraire et pression démographique », trad. française de 1970, 224 p., coll. Nouvelle bibliothèque scientifique, Flammarion Rachel Carson, « Printemps silencieux », Plon, 1963.

François Chesnais, « Ecologie, luttes sociales et projet révolutionnaire pour le 21^e siècle », in « Pistes pour un anticapitalisme vert » (coord. Vincent Gay), Syllepse, 2010. Barry Commoner, « The poverty of Power. Energy and the Economic Crisis. » New York : Random House, 1976.

Jean-Paul Deléage, Daniel Hémerly et Jean-Claude Debeir, « Les servitudes de la puissance », Flammarion, 1992

Jared Diamond, « Collapse. How Societies Choose to Fail or to Survive », Penguin books, 2005

Jean Dorst, « Avant que nature meure », Delachaux et Niestlé, 1965

Paul et Anne Ehrlich, « The population bomb », Buccaneer books, 1968

Jacques Ellul, « Le Système technicien », Calmann-Lévy, 1977

John Bellamy Foster, « Vulnerable Planet. A short economic History of the Environment », Monthly Review Press, 1999

John Bellamy Foster, « Marx's Ecology. Materialism and Nature », Monthly Review Press, 2000.

Jean-Baptiste Fressoz, « L'apocalypse joyeuse », Seuil 2012

Eduardo Galeano, « Les veines ouvertes de l'Amérique latine », Plon, 1981.

Tim Ingold, « The Perception of the Environment. Essays on Livelihood, Dwelling and Skill », Routledge, 2000.

Hans Jonas, «Le principe responsabilité », Poche, 1999

Joel Kovel et Michaël Löwy, « Manifeste écosocialiste », 2001, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article7891>

André Lebeau, « L'engrenage de la technique », Gallimard, 2005

James Lovelock, « La Terre est un être vivant, l'hypothèse Gaïa », Flammarion, 1999. Ernest Mandel, « Long Waves of Capitalist Development. A Marxist Interpretation », Verso, 1995.

Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, « Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise Contemporaine », Seuil, 1997

John McNeil, « Du nouveau sous le soleil. Une histoire de l'environnement au XX^e siècle », Champ Vallon, 2010.

Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), « Vers une économie verte », 2011.

Daniel Tanuro, « L'impossible capitalisme vert », La Découverte, 2010.

Daniel Tanuro, « Marxisme, énergie et écologie : l'heure de vérité » in « Pistes pour un anticapitalisme vert » (coord. Vincent Gay), Syllepse, 2010.

Peter Westbroek, « Vive la Terre. Physiologie d'une planète ». Seuil, 1998.

(Edité en numéro spécial de La Gauche, Belgique, juillet-août 2013, avec une préface de Michaël Löwy)